vinetur

Les autorités britanniques ferment une société d’investissement dans le whisky qui vendait des fûts que les acheteurs ne possédaient jamais

Les enquêteurs ont indiqué que seuls quatre des 17 clients identifiés détenaient des documents de propriété valides, laissant les acheteurs connus lésés de £97,249.

jeudi 27 août 2026



Les autorités britanniques ont fermé une société d'investissement dans le whisky après que des enquêteurs ont constaté que de nombreux clients avaient payé des fûts dont ils n'avaient jamais été légalement propriétaires, laissant les acheteurs identifiés lésés de £97,249 et exposant ce que des responsables ont décrit comme une faute grave dans un segment non réglementé du marché de l'investissement.

L'UK Insolvency Service a indiqué jeudi que Cask Spirits Global Limited avait été liquidée par la High Court de Londres mardi, après une enquête ayant révélé de graves problèmes dans les pratiques commerciales de la société, ses registres de propriété, sa comptabilité et ses coordonnées. L'entreprise commercialisait des investissements dans des fûts de whisky auprès de clients particuliers, promettant de solides rendements et des avantages fiscaux, mais les enquêteurs ont indiqué que seuls quatre des 17 clients qu'ils avaient identifiés disposaient d'une documentation de propriété valide.

Cela signifie qu'au moins 13 des 17 acheteurs identifiés, soit 76,5 %, ne détenaient pas de titre valable sur les fûts qu'ils pensaient avoir achetés. L'agence a précisé que les pertes réelles pourraient être plus élevées, car le chiffre de £97,249 ne couvre que les clients que les enquêteurs ont pu identifier. Elle a également indiqué que cette affaire ne devait pas être considérée comme une mesure du marché plus large des fûts de whisky.

Selon l'Insolvency Service, certains clients ont reçu des certificats pour des fûts qui n'existaient pas. D'autres documents désignaient la société elle-même comme propriétaire plutôt que le client. Certains certificats faisaient référence à des entrepôts qui n'avaient aucun lien avec l'entreprise. Les enquêteurs ont également trouvé de fausses informations sur les lieux de stockage.

Dans un cas décrit par l'agence, un client s'est vu promettre des rendements de 120%-150% et a été informé que son fût était conservé dans un entrepôt sous douane en Écosse. Lorsqu'il a contacté l'entrepôt, celui-ci a nié tout lien avec l'entreprise.

L'entreprise a ciblé les clients par des publicités sur les réseaux sociaux et du démarchage téléphonique, a indiqué l'Insolvency Service. Des responsables ont déclaré que l'entreprise utilisait des techniques de vente agressives pour persuader les gens

d’investir des milliers de livres dans des fûts de whisky. Les clients étaient amenés à croire qu’ils achetaient un actif physique susceptible de prendre de la valeur avec le temps, mais les documents qu’ils recevaient n’établissaient souvent pas la propriété légale.

L’enquête a également révélé que l’entreprise opérait sous le nom « Cask Spirits Ltd » sur son site internet et dans les documents présentés aux clients, alors qu’aucune société de ce nom n’existait au registre britannique des Companies House. Les clients versaient en réalité de l’argent à Cask Spirits Global Limited, mais les documents de titre ne faisaient pas référence à la véritable entité juridique. Les responsables ont indiqué que cette discordance ajoutait à la confusion sur la personne qui, le cas échéant, était légalement propriétaire des fûts.

Les enquêteurs ont indiqué que des certificats avaient également été délivrés au nom d’une société qui n’existait pas. En pratique, cela signifiait que certains acheteurs recevaient des documents incapables d’appuyer une revendication légale sur l’actif qu’ils avaient payé. Dans un marché où la propriété dépend fortement de la chaîne de titres et de registres d’entrepôt exacts, ces lacunes peuvent laisser les investisseurs avec peu de recours pratique.

L’Insolvency Service a indiqué que Cask Spirits Global Limited avait été constituée en juin 2024. Elle a ensuite mentionné deux adresses londoniennes dans ses documents destinés aux clients, mais les enquêteurs n’ont trouvé aucune présence vérifiée à l’un ou l’autre de ces sites. En conséquence, les clients qui souhaitaient se plaindre ou demander un remboursement n’avaient aucun moyen fiable de contacter l’entreprise.

Des responsables ont également indiqué que l’entreprise n’avait pas pleinement coopéré à l’enquête. Elle n’a fourni que deux des 29 documents comptables demandés, ce qui signifie que 27 des 29 pièces n’ont pas été remises. L’agence a précisé que cette absence de documentation limitait sa capacité à retracer les fonds et à évaluer l’ampleur totale des pertes.

Au-delà des documents manquants, les enquêteurs ont indiqué que l’entreprise utilisait plusieurs comptes bancaires non divulgués et ne déposait pas régulièrement les comptes statutaires exigés par la loi. Ces problèmes ont renforcé les inquiétudes quant

à la manière dont l'argent des clients avait été géré et quant à savoir si l'entreprise fonctionnait de manière transparente.

L'agence a indiqué que l'entreprise avait cessé de communiquer avec ses clients vers mars 2025. Malgré cela, et bien qu'elle ait affirmé avoir cessé ses activités à ce moment-là, elle semblait rester active. Les enquêteurs ont indiqué que l'entreprise avait tenté d'ouvrir un nouveau compte auprès d'un entrepôt sous douane le mois suivant, ce qui suggérait qu'elle continuait de représenter un risque pour le public.

Mark George, principal enquêteur à l'Insolvency Service, a indiqué que l'enquête avait mis au jour « de sérieuses inquiétudes » concernant la manière dont l'entreprise était gérée et le préjudice causé aux personnes qui avaient investi de bonne foi. « Des gens ont remis des milliers de livres pour des fûts de whisky dont ils n'ont jamais été légalement propriétaires », a-t-il dit. Il a ajouté que le gouvernement agirait lorsqu'une entreprise ne pouvait pas être digne de confiance avec l'argent du public.

L'ordonnance du tribunal place l'entreprise en liquidation forcée. L'Official Receiver a été nommé liquidateur et prendra désormais le contrôle des affaires de la société. Ce processus comprend généralement la sécurisation des documents et des actifs, l'examen du comportement de l'entreprise et la détermination de savoir si des recouvrements peuvent être obtenus pour les créanciers, bien que l'Insolvency Service n'ait pas indiqué combien les clients pourraient finalement récupérer.

L'affaire met en lumière les risques qui peuvent survenir lorsque des investisseurs particuliers achètent des actifs spécialisés qui se situent en dehors du système financier réglementé grand public. L'investissement dans les fûts de whisky suscite un intérêt croissant ces dernières années de la part de personnes à la recherche d'actifs alternatifs liés au secteur des boissons. Mais contrairement à un produit d'épargne classique ou à un titre coté, l'achat d'un fût dépend d'un titre juridique clair, de registres de stockage précis et d'un intermédiaire crédible. Dans ce cas, ont indiqué les responsables, ces éléments de base faisaient souvent défaut.

Pour les régulateurs britanniques, l'affaire semble aussi s'inscrire dans un schéma observé dans d'autres fermetures liées à l'investissement, où une entreprise utilise un marketing agressif, des affirmations difficiles à vérifier et une documentation fragile

pour attirer de petits investisseurs. Ici, l’Insolvency Service a indiqué que des clients s’étaient vu vendre un actif qu’ils ne possédaient souvent pas légalement, tandis que l’entreprise elle-même n’avait pas conservé de registres de base et n’avait pas pu être contactée de manière fiable une fois les problèmes apparus.

L’agence a indiqué qu’elle peut enquêter sur les plaintes concernant des abus commis par des sociétés toujours en activité, y compris les fraudes présumées, les escroqueries et les pratiques commerciales malhonnêtes. Dans le cas de Cask Spirits Global Limited, les responsables ont engagé une procédure de liquidation judiciaire après avoir conclu que la conduite de l’entreprise et son activité apparente continue faisaient peser un risque permanent sur le public.